

## AGENCES IMMOBILIÈRES DE SKIKDA

## Installation du bureau de wilaya

*L'installation du bureau de wilaya des agences immobilières a été effectuée, jeudi, à l'agence Espérance située à la cité Mohammed-Namous, en présence de deux membres du bureau national et d'un représentant de Skikda au conseil national.*

Placée sous l'égide de la Fédération nationale des agences immobilières (ex-Union), l'opération de vote s'est déroulée en présence de 13 agences immobilières sur les 18 que compte la wilaya. Conformément à la réglementation en vigueur, il a été procédé à l'élection du bureau composé de 8 membres qui ont, à leur tour, désigné le président.

Deux candidats ont postulé, Redjem Saci (agence Espérance), le vétéran, en activité depuis 1994, et Bouchama Kamel (agence Manara) qui a été durant ces deux dernières années représentant de la corporation dans les rencontres régionales et nationales. Le premier cité l'a remporté par 6 voix contre 2.

Le vaincu et les 6 autres membres, Kassiss Riad, Bouderdara Mounir, Redjem Imad, Sellaoui Mohammed, Boumoud Messaoud et Benahmed El Hanni, auront à se départager, à l'issue d'une

réunion qui se tiendra incessamment, les charges suivantes : administration et trésorerie, statistique, études et documentation, déontologie, valorisation de la profession et de la formation, participation à l'effort national du logement, du partenariat et du développement, des affaires juridiques et du contentieux, missions et relations externes et internes.

Skikda aura été ainsi l'une des dernières wilayas, la 38<sup>e</sup> pour être précis, à renforcer les rangs de la Fédération nationale des agences immobilières. Au cours de la même journée, un regroupement régional s'est déroulé à Batna dans le cadre de la célébration du 10<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Union.

Dans un souci organique et fédérateur, la rencontre de Skikda a été une aubaine pour débattre des préoccupations de la profession. Confrontée à une concurrence déloyale, la prolifération des courtiers, la corpora-

tion compte beaucoup sur l'impératif d'une structuration aux fins d'assainir l'environnement « malsain ».

L'idée de création d'une banque de données s'inscrit d'ailleurs dans cette optique. « Dorénavant, les agences doivent travailler en circuit fermé. Dans un but de complémentarité aussi, elles doivent se relayer jusqu'à satisfaire la demande des clients, les produits inexistant chez telle agence existent sûrement chez une autre. Cette idée sera généralisée au niveau régional », dira un intervenant.

Ne voulant nullement être à la merci d'une quelconque inspection suspicieuse de nature à faire fuir les clients, les agences ont applaudi l'opportunité de l'initiative d'écarter de la corporation celles activant dans l'informel. La justice abonde d'affaires liées aux transactions douteuses, à l'escroquerie des clients et aux faux et usage de faux, pour ne citer que celles-là.

D'où également l'appel lancé pour une meilleure harmonisation entre les notaires et les agents immobiliers. Il n'en

demeure pas moins que le cheval de bataille reste l'adoption prochaine par le Parlement du décret exécutif fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité d'agent immobilier.

Selon l'exposé des motifs, « il a pour objet de réglementer les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de l'agent immobilier ».

Ce dernier est pris en application des dispositions des articles 24 et 25 de la loi n° 04.08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales, et, par référence, au décret exécutif n°97.40 du 18 janvier 1997 relatif aux critères de détermination et d'encadrement des activités et professions réglementées soumises à inscription au registre du commerce, notamment son article 04<sup>er</sup>.

Un vide juridique caractérise ce segment d'activité ainsi que des dysfonctionnements préjudiciables à l'économie et aux citoyens.

Justement, l'ambition déclarée par les agences immobilières est d'y remédier.

Zaïd Zoheir

## BOUIRA

## Des villageois ferment le siège de l'APC d'Ath-Laâziz

*Samedi, tôt le matin, des dizaines de citoyens du village Chekouh, distant du chef-lieu de la commune d'Ath-Laâziz de 5 km, ont procédé à la fermeture de l'APC pour protester contre le retard dans le lancement des travaux de réalisation de la route reliant le village au CW 05 sur 3 km.*

D'après les villageois rencontrés devant l'APC, le projet qui date de mars 2007 n'a toujours pas démarré et les villageois continuent à souffrir le martyre surtout que la majorité des taxis refusent de s'y rendre à cause de l'état lamentable de la chaussée. Les villageois ont exigé la présence du chef de daïra de Bouira pour lui demander des explications à ce sujet.

Ce dernier, accompagné du P/APC, a rencontré une délégation composée d'une dizaine de personnes représentant le village. Il leur a exposé le problème et sa genèse, à savoir que l'APC de ce projet qui est de 2,4

milliards de centimes, existe toujours et ne sera pas détournée et que l'entrepreneur retenu lors de la première consultation datant de septembre dernier vient de se désister. Pour solutionner le problème, le chef de daïra a proposé au P/APC la convocation du bureau d'études pour reformuler le cahier des charges en vue d'une nouvelle consultation pour désigner une autre entreprise pouvant réaliser ce projet dans les plus brefs délais.

De son côté, le P/APC d'obédience RND et qui était cadre à la wilaya a retracé l'histoire de ce problème en rappelant que l'ex-P/APC par intérim n'a jamais voulu effectuer les passations de consignes et que lorsqu'il a pris le dossier en main, il avait constaté beaucoup d'anomalies surtout concernant l'entreprise qui avait été retenue.

D'après le P/APC qui s'exprimait devant la délégation ainsi que le chef de daïra, l'ex-

P/APC et la presse, le dossier présenté par l'entreprise portait un casier judiciaire datant de 2003, quelques cartes grises n'appartenant pas à l'entrepreneur qui avait été retenu, et plus grave encore, l'offre de cet entrepreneur n'était pas la moins-disante.

En somme, le projet a été attribué en violation flagrante de la loi, et le P/APC a annoncé son intention de transmettre ce dossier à la justice pour poursuivre les auteurs de ces infractions à la loi.

Après ces clarifications, le chef de daïra a rappelé les décisions prises, à savoir l'appel au bureau d'études afin de préparer de nouveaux cahiers des charges avec la même AP de 2,4 milliards, et dans un délai très court, d'autres consultations seront lancées pour confier le marché à une autre entreprise. Vers midi, les villageois ont quitté les lieux et l'APC a été rouverte.

Y. Y.

## GHOUL À PARTIR DE BORDJ BOU-ARRERIDJ :

## «Réduire les délais de réalisation est une priorité absolue»

*Lors de la visite d'inspection dans la wilaya de Bordj Bou-Arreridj, le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, qui avait affiché un semblant de satisfaction sur l'état général de réalisation de la section de l'autoroute de Bordj, qui s'étend sur 95 km, avait néanmoins émis des instructions fermes sur la révision des délais de réalisation qu'il juge «nonchalants» dans certains cas.*

Grosso modo, Ghoul avait insisté sur la finalisation définitive du tronçon Bordj-Zemmoura vers la fin du mois de mai au lieu de la fin juin de la section chef-lieu - ferme

cadence démesurément lente.

«Je ne veux pas que les entreprises qu'elles soient locales ou étrangères interviennent pour fixer les délais de réalisation. Cela dit, toutes les conditions sont réunies pour que seule l'administration locale impose des limites de temps suffisamment accélérées», déclare-t-il. En ajoutant : «Lesdites entreprises ne

doivent en aucun cas fonctionner avec un système de sous-traitance.»

Selon le ministre, les tronçons Bordj-Sétif et à une échelle plus élargie Bordj-Souk Ahras se prêtent convenablement pour un rythme de chantier favorablement adéquat vu la facilité du tracé et les conditions climatiques.

A ce propos, il souligne que les travaux

depuis Bordj jusqu'à Souk Ahras sont réalisés à 45% et qu'il serait grand temps de tripler la main-d'œuvre technique algérienne sortante des grandes écoles de travaux publics.

«L'autoroute Est-Ouest deviendra un grand chantier universitaire que piloteront des cadres algériens», conclut-il.

Saâdène Ammara

COUR  
DE BOUMERDÈSLa saisie  
immobilière  
et la notification  
judiciaire  
en débat

La cour de justice de Bumerdès a organisé une journée d'étude réunissant les procureurs des tribunaux de cette circonscription, les magistrats des chambres civiles, les représentants du barreau, les huissiers de justice, les services de sécurité, notamment les officiers de la police judiciaire et des services de l'Etat (contributions et domaines). Les thèmes abordés concernent un volet de l'application des jugements et des décisions de justice puisqu'il se rapporte aux nouvelles modalités contenues dans les nouvelles réformes du code de procédure qui entreront en vigueur, notamment en matière de saisie des biens immobiliers et de la notifications des convocations et verdicts aux justiciables. Le premier thème a été abordé dans une conférence animée par la présidente du tribunal de Bumerdès, M<sup>me</sup> Sabrina Bekrelas.

Lors du débat qui s'en est suivi, les avocats ont relevé quelques insuffisances de la loi, notamment la nature juridique de la propriété visée par la confiscation. La seconde conférence, animée par le procureur général adjoint, Sahraoui Lakhdar, a trait à l'acheminement de la convocation au prévenu, la notification des verdicts et des arrêtés de justice aux justiciables. Dans les deux cas, le rôle de l'huissier, substitué de justice, a été souligné par les animateurs. De même que les deux orateurs ont insisté sur l'observation stricte des procédures et des délais requis qui, selon eux, sont des paramètres de respect des droits des justiciables.

Abachi L.

## SIDI-BEL-ABBÈS

Démission  
du P/APC  
de Sidi-Chaïb

L'on a appris de sources crédibles que l'actuel président d'APC de Sidi-Chaïb (Sidi-Bel-Abbès), Messaoudi Khelifa, d'obédience FLN, a démissionné récemment suite au blocage de l'Assemblée communale mise en place à l'issue de dernier scrutin des municipales 2007. En remplacement de celui-ci, Gherbi Youcef, lui aussi d'obédience FLN, a été désigné et installé, le samedi 26 avril.

A signaler que l'APC, où le FLN et le FNA totalisaient le même nombre de sièges, tous chacun, et le RND (1), n'a toujours pas pu démarrer à cause des dissidences qui agitent.

A. M.